

LE TEMPS

Dettes Mercredi 16 février 2011

La zone euro doublera son fonds de secours, mais pas avant 2013

Par Richard Werly, Bruxelles

Le futur «Fonds monétaire européen» pourra emprunter jusqu'à 500 milliards d'euros. Ce «signal aux marchés» n'apporte toutefois pas de réponse à la crise actuelle

Le regain de tensions sur les marchés de la dette européenne ces derniers jours a obligé les grands argentiers de la zone euro à formaliser un plan pour rassurer les investisseurs. Tard lundi soir, après des heures de discussions difficiles sur la proposition franco-allemande d'un «pacte de compétitivité», les ministres des Finances des dix-sept pays dotés de la monnaie unique ont décidé de doubler la capacité d'emprunt du futur mécanisme permanent de secours qui sera créé à partir de 2013.

Le gros problème, c'est que ce futur «Fonds monétaire européen» ne change rien dans l'immédiat. L'Allemagne continue à estimer qu'il n'y a pas besoin de renforcer avant terme l'actuel Fonds de secours d'urgence (EFSF), utilisé dans le cadre du sauvetage de l'Irlande. Ce fonds dispose d'une capacité d'emprunt officielle de 440 milliards d'euros (575 milliards de francs), mais le montant réel ne dépasse en fait guère les 250 milliards pour des raisons liées à la volonté de garantir une note AAA au véhicule d'investissement.

Le marché teste la volonté des Européens

Partant du constat qu'un sauvetage de l'Espagne coûterait à lui seul environ 300 milliards d'euros, les marchés réagissent depuis la fin de l'an dernier par vagues d'inquiétudes et de détentes. Après une accalmie en début d'année, le pessimisme est actuellement à nouveau de rigueur, sur fond de rumeurs insistantes concernant une restructuration de la dette grecque. Mardi, les taux obligataires portugais à dix ans ont grimpé jusqu'à 7,45%, contre 7,18% vendredi. Les emprunts italiens et belges étaient également pénalisés.

Lisbonne s'impatiente désormais à haute voix. «Je crois que les lenteurs et hésitations affectent la zone euro et la stabilisation de l'euro, et par conséquent, tout pays qui fait partie de la zone euro», s'est publiquement plaint mardi à Bruxelles le ministre portugais des Finances Fernando Teixeira dos Santos, en marge d'une réunion avec ses homologues de l'Union européenne à Bruxelles.

La porte n'est certes pas fermée à une nouvelle aide d'urgence en cas de nécessité – le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble l'a réaffirmé – mais les dirigeants européens continuent à vouloir donner ces «signaux» aux marchés plutôt que d'afficher une détermination ferme. La capacité d'emprunt future de 500 milliards d'euros dont sera doté le mécanisme de secours permanent fait partie de ces promesses à moyen terme, qui n'impliquent aucune dépense immédiate.

Compromis

La décision de l'Eurogroupe, qui reste par ailleurs subordonnée à une modification des traités, devrait être validée par les chefs d'Etat ou de gouvernement lors du premier sommet de la zone euro, le 11 mars à Bruxelles, quoique cette date n'ait pas été irrévocablement arrêtée. Un dispositif de révision régulière des besoins du futur Fonds permanent, «au moins tous les deux ans», a aussi été acté.

A noter encore que le chiffre de 500 milliards d'euros est un compromis entre la position de l'Allemagne, qui ne voulait pas d'une augmentation importante des moyens de l'actuel filet de sécurité pour ne pas attiser la panique des marchés, et celle de la plupart des observateurs qui préconisent le doublement de sa capacité d'emprunt pour faire face à un éventuel refinancement des banques espagnoles.

LE TEMPS © 2011 Le Temps SA